	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

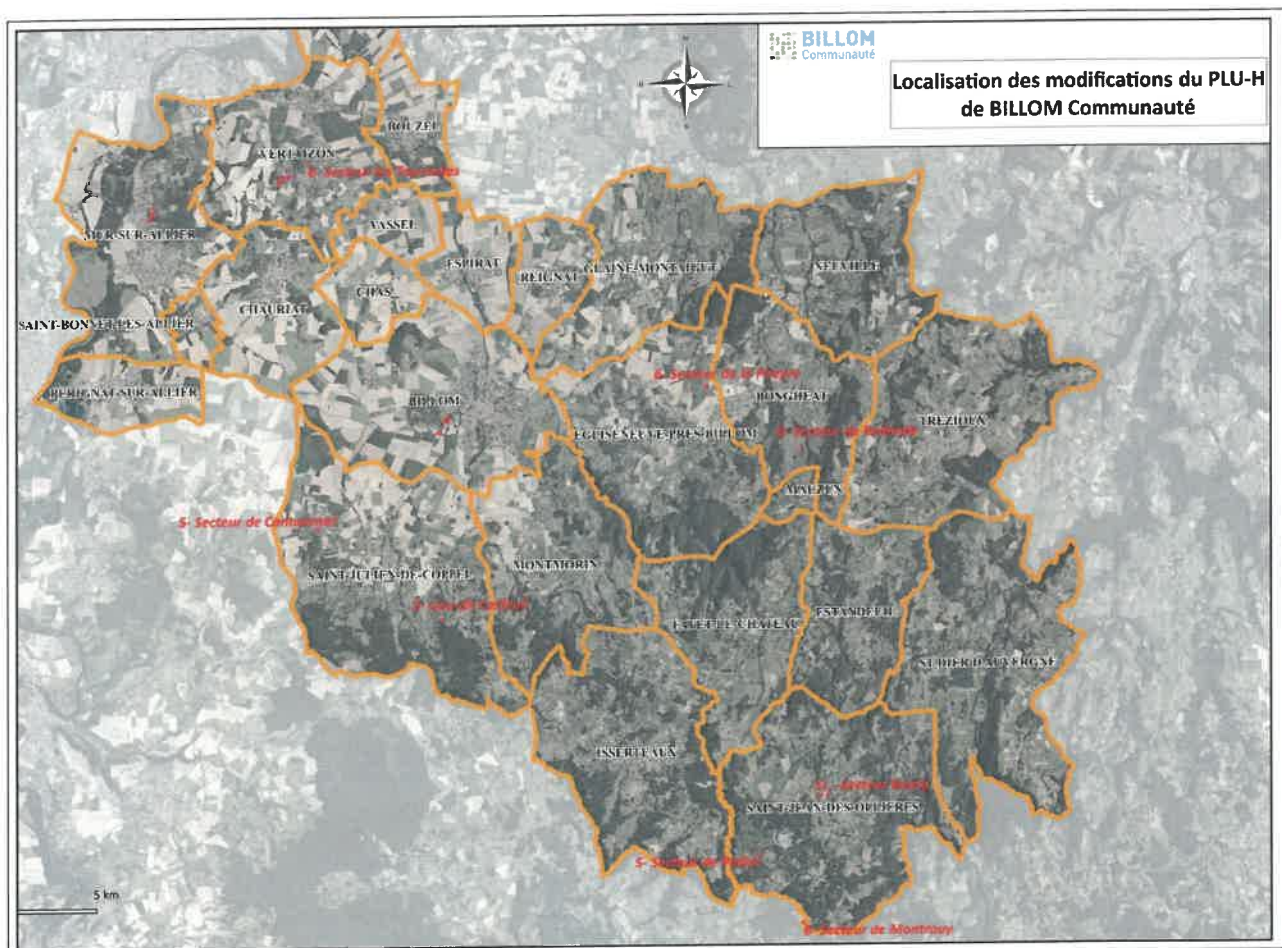
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Billom Communauté
SIRET/SIREN
200 067 627 00055
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
35 avenue de la Gare, 63160 Billom 04 73 73 43 24 contact@billomcommunaute.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Gérard GUILLAUME, président
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Nicolas BLASQUIET, chargé de mission urbanisme
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
nicolas.blasqu岸et@billomcommunaute.fr - 04 73 73 43 33

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLUi valant PLH
2.2 Intitulé du document
Plan local d'urbanisme valant programme local de l'habitat de Billom Communauté
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU-H, approuvé le 21/10/2019 Modification n°1, approuvée le 25/10/2021 Modification n°2, approuvée le 29/01/2024 https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=3.338878&lat=45.72403700000001&zoom=13&mton=3.338878&mlat=45.724037
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Billom communauté (25 communes)
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>La modification simplifiée du PLU-H concerne une évolution du zonage, de dispositions du règlement écrit, la mise à jour d'une annexe relative au classement sonore des infrastructures de transport. Elle entraîne une modification du zonage sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ajustement concernant la limite des zones Nj et Ni sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières ; - Correction de deux erreurs matérielles du zonage : <ul style="list-style-type: none"> o Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel ; o U / As sur la commune de Saint-Julien de Coppel, lieu-dit Cerfeuil ; - Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre ; - Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom ; - Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole : <ul style="list-style-type: none"> o As* en zone A à Saint-Jean des Ollières ; o As en zone A à Saint-Julien-de-Coppel ; - Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N : Saint-Jean-des-Ollières, Bongheat, Vertaizon, Egliseneuve-près-Billom.



3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui
☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

SRADDET, approuvé par arrêté du préfet de région le 10/04/2020

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui
☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

SCoT du Grand Clermont, approuvé le 29/11/2011

Modification n°8, en cours

Révision, en cours

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

Charte du Parc Naturel Régional Livradois-Forez (2011-2023), 25/07/2011

SDAGE Loire Bretagne, approuvé le 18/11/2015
 SAGE Allier-Aval, approuvé le 13/11/2015
 SAGE Dore, approuvé le 07/03/2014
 PEB de l'aérodrome Clermont-Ferrand Auvergne, approuvé le 22/07/2013 (s'applique aux communes de Beauregard-l'Évêque et Bouzel)
 PPRI Val-d'Allier Clermontois, approuvé le 04/11/2013 (s'applique aux communes de Beauregard-l'Évêque, Vertaizon, Mur-sur-Allier et Pérignat-sur-Allier)
 PPRNPI du bassin de l'Angaud, approuvé le 22/06/2022 (s'appliquent aux communes de Billom, Montmorin et Saint-Julien-de-Coppel)
 PPRT Titanobel à Moissat, approuvé le 08/12/2011 (s'applique aux communes de Reignat et Glaine-Montaigut)
 PGRI Loire-Bretagne, approuvé le 15/03/2022
 PCAET de Billom communauté, approuvé le 25/01/2021
 Schéma départemental des itinéraires cyclables (2014-2023), validé le 09/12/2013
 Schéma directeur cyclable de Billom communauté (2023-2032), validé le 27/02/2023

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

07/06/2019

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Suite à l'avis conforme de la MRAE, non favorable au dossier d'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé pour le projet de modification n°2 du PLU-H de Billom Communauté (avis conforme n°2022-ARA-AC-2901 du 11 janvier 2023), la modification n°2 approuvée le 29/01/2024 a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Pour l'autorité environnementale, les principaux enjeux environnementaux de ce PLU-H sont :

- la gestion économe de l'espace et la lutte contre l'étalement urbain,
- la préservation des richesses du territoire en matière d'espaces naturels, de biodiversité, de la ressource en eau, des continuités écologiques et de la qualité paysagère
- l'adaptation au changement climatique du territoire et de ses habitants.

Pour répondre à l'avis de l'autorité environnementale, des changements ont été apportés au document arrêté :

- des réductions de zones U, AU et STECAL pour limiter l'étalement urbain, l'urbanisation linéaire et l'impact agricole et protéger les zones viticoles, afin s'inscrire dans une gestion économe de l'espace
- une précision relative aux capacités foncières que le PLU-H peut déterminer a été apporté, considérant l'observation de l'autorité environnementale concernant la consommation de foncier affectée à la construction de logements neufs
- globalement, la justification des choix, des effets ainsi que des incidences attendues ont été reformulées dans le rapport de présentation.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☒ Oui

☐ Non

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Modification n°1 du PLU-H de Billom Communauté, approuvée le 25/10/2021

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification simplifiée n°1

Le contexte législatif :

La modification simplifiée est lancée conformément aux dispositions des articles L.153-45 et 47 du Code de l'Urbanisme :

« Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L.151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. »

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

25 987 (INSEE RP 2021)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Zones	Superficie actuel (en ha) – SIG	Superficie modifiée (en ha) – SIG
zones U	1 490.08 ha	1 490.33 ha
zones AU	62.49 ha	62.49 ha
zones A	17 434.18 ha	17 434.07 ha
zones N	8 852.73 ha	8 852.59 ha
Total	27 839.48 ha	

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

« Passer de 16 ha de sols agricoles ou naturels artificialisés récemment pour l'habitat à 9 ha par an :

- 2 ha par an à Billom
- 7 ha dans les autres communes dites périurbaines » (pilier 1 : « gérer durablement nos patrimoines »)

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Le projet de modification simplifiée n°1 concerne les objets suivants :

- 1° Adaptations réglementaires écrites et graphiques diverses (de portée générale ou sectorielle) :
 - intégration aux règlements écrits de prescriptions paysagères spécifiques aux éventuels projets de retenues d'eau agricoles ;
 - reprise et précisions des nuanciers annexés aux règlements écrits (intégration code RAL) ;
 - correction, ajustement de formulation aux règlements écrits et ajustement au règlement graphique concernant notamment : emprise au sol en zone NI et ajustement zone NI et Nj sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières ;
- 2° Correction de deux erreurs matérielles du zonage : Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel, U / As sur la commune de Saint-Julien de Coppel, lieu-dit Cerfeuil ;
- 3° Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre (activités médicales, para-médicales) ;
- 4° Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom ;
- 5° Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole : As* en zone A à St-Jean des Ollières et As en zone A à Saint-Julien-de-Coppel ;
- 6° Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N ;

- 7° Actualisation de l'annexe au PLUH, relative au nouveau classement sonore des infrastructures de transports terrestres conformément à l'arrête de mise à jour du président de Billom Communauté n°186 du 15/04/2024.

Les objectifs de la modification simplifiée sont :

1. l'ajustement du zonage A et As
2. l'ajustement du zonage Nj et NI
3. l'ajustement d'un STECAL Nh vers Nj
4. la mise à jour des bâtiments pouvant changer de destination en zones A et N
5. des adaptations réglementaires écrites ou graphiques (de portée générale ou sectorielle)
6. la réparation d'erreurs matérielles

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ **Oui**

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Il ne s'agit pas d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation. La correction d'erreurs matérielles conduit à autoriser une évolution des constructions existantes en zone U (évolution aujourd'hui impossible) :

- Zone U*co située à Mur-sur-Allier (parcelles 303 et 254) : 2 000 m²
- Zone U à Saint-Julien-de-Coppel (parcelle 304) : 614 m²

L'évolution de la zone agricole vise à prendre en compte des projets agricoles, il ne s'agit pas de créer des STECAL :

- Zone A à Saint-Jean-des-Ollières (parcelle 865) : 530 m²
- Zone A à Saint-Julien-de-Coppel (parcelle 439) : 880 m²

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser la localisation et la superficie

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
<p>Dans le cadre de la présente modification, aucun espace ne fait l'objet d'un nouveau classement en zone agricole, naturelle ou forestière au titre du PLU-H.</p> <p>En revanche, un des objectifs de la présente procédure concerne des ajustements du zonage en zone agricole stricte As pour permettre la réalisation de nouveaux projets agricoles compatibles à l'économie du territoire et à ses enjeux environnementaux et paysagers.</p> <p>Ainsi, 2 secteurs As font l'objet d'une évolution de leur classement au zonage réglementaire afin de permettre les constructions à vocation agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Saint-Jean-des-Ollières (parcelle 865) initialement classée As, est désormais classée A : 530 m² - Saint-Julien-de-Coppel (parcelle 439) initialement classée As, est désormais classée A : 880 m² <p>De ce fait, ces évolutions du zonage en zone agricole ne concernent en aucun cas le classement de nouveaux espaces en zone agricole, naturelle et forestière. Elles concernent uniquement des évolutions internes du zonage au sein des secteurs qui composent la zone A, sans modifier ou porter atteinte à leur économie générale.</p>
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
<p>Il ne s'agit pas d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation au détriment des zones agricole et naturelle. La correction d'erreurs matérielles conduit à adapter à la marge la zone U existante, au plus près d'habitation aujourd'hui coupées en 2 par la délimitation du zonage. Il s'agit de permettre une évolution des constructions existantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone U*co située à Mur-sur-Allier (parcelles 303 et 254) : 2 000 m² - Zone U à Saint-Julien-de-Coppel (parcelle 304) : 614 m²
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
En accompagnement des évolutions du zonage, un repérage d'arbres isolés est mise en

place dans les périmètre de certains des sites concernés par la procédure : Vertaizon ; Mur-sur-Allier ; Billom ; Saint-Julien-de-Coppel ; Saint-Jean-des Ollières.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser les effets

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure**5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :**

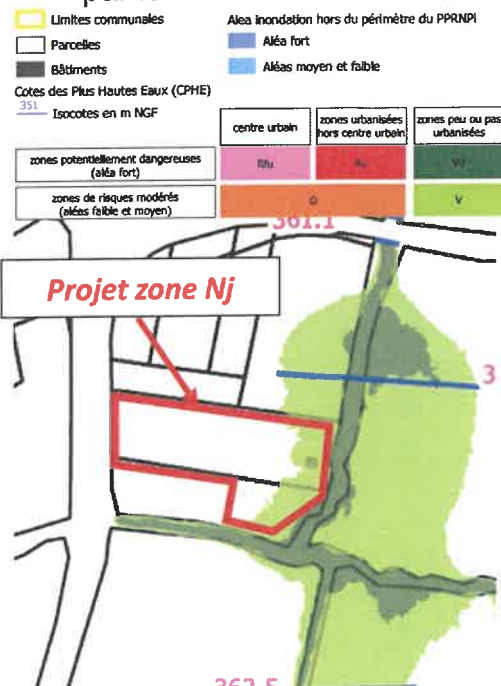
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les communes d'Estandeuil, de Fayet-le-Château, d'Isserteaux, de Mauzun, de Montmorin, de Saint-Dier-d'Auvergne, de Saint-Jean-des-Ollières et de Trézioux sont soumises à la loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Billom communauté est concernée par 4 sites Natura 2000 : <ul style="list-style-type: none"> - Val d'Allier-Alagnon - Puy de Pileyre-Gros Turluron - Plaine des Varennes - Vallées des coteaux xérothermiques des Couzes et Limagnes
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRT Titanobel, approuvé le 08/12/2011 Dispositions opposables au sein des communes de Reignat et Glaine-Montaigut
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRI Val d'Allier Clermontois, approuvé le 04/11/2013 Dispositions opposables au sein des communes de Beauregard-l'Évêque, Vertaizon, Mur-sur-Allier et Pérignat-sur-Allier.

			PPRNPI du bassin de l'Angaud, approuvé le 22/06/2022 Dispositions opposables au sein des communes de Billom, Montmorin et Saint-Julien-de-Coppel.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	On retrouve 17 ICPE dans le territoire de Billom communauté : - 3 à Billom - 3 à Saint-Julien-de-Coppel - 3 à Trézioux - 2 à Bouzel - 2 à Dallet (Mur-sur-Allier) - 2 à Pérignat-sur-Allier - 2 à Saint-Jean-des-Ollières
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le risque minier est toutefois présent dans les communes de Dallet/Mur-sur-Allier (effondrement, tassement et affaissement de niveau faible à fort) et de Saint-Dier- d'Auvergne (dépôts miniers de la zone de la Molette).
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Révision de la ZPPAUP en site patrimonial remarquable arrêté par le conseil communautaire du 22/02/2021. Situé dans la commune de Billom.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Servitude AC1 liée à la protection des monuments historiques à : - Beauregard-l'Évêque - Billom - Bongheat - Chas - Chauriat - Espirat - Estandeuil - Fayet-le-Château - Glaine-Montaigut - Isserteaux - Mauzun

			<ul style="list-style-type: none"> - Montmorin - Mur-sur-Allier - Neuville - Pérignat-sur-Allier - Saint-Dier-d'Auvergne - Saint-Jean-des-Ollières - Saint-Julien-de-Coppel - Trézioux - Vassel - Vertaizon
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les secteurs de forte observation et de forte probabilité de zones humides identifiés au SAGE figurent au document graphique.</p> <p>Les cours d'eau, retenues d'eau, mares et prairies humides sont également identifiés au titre de la sous-trame humide au sein de la trame verte et bleue communautaire.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques</p> <p>La trame verte et bleue de Billom communauté se matérialise sous la forme d'un réseau de continuités écologiques hiérarchisées en 4 sous-frames (humide, ouverte, boisée et bocagère).</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Billom communauté contribue à 18 ZNIEFF de type 1 et 2 ZNIEFF de type 2.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Billom Communauté contribue à un espace naturel sensible du département : Puys de Mur et Pileyre
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un arrêté de protection de biotope : étang de la Molière classé le 19/07/2012.
Un espace boisé classé prévu à	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les classements EBC (espaces


l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier			boisés classés, soumis à déclaration préalable) ont été abandonnés au profit de prescriptions plus ciblées liées aux éléments remarquables pour des motifs d'ordre écologique (trame verte et bleue) ou aux éléments remarquables pour des motifs d'ordre culturel, historique et écologique (patrimoine végétal).
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

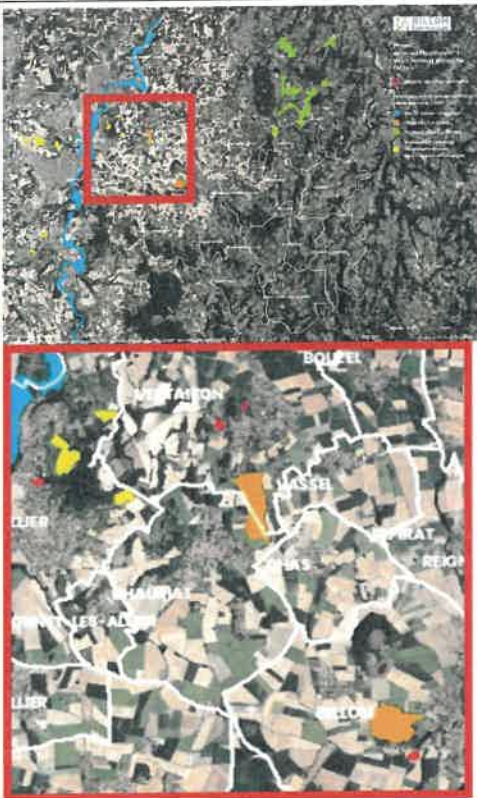
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une partie du territoire intercommunale est classé en zone de Montagne, toutefois aucun objet de la procédure n'est concerné par les dispositions de la loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>PPRNPi du bassin de l'Angaud :</p> <ul style="list-style-type: none"> - STECAL Nh évoluant vers Nj à Billom couvert partiellement par le PPRNPi  <p> Limites communales Parcelles Bâtiments Cotes des Plus Hautes Eaux (CPHE) 351 Isocotes en m NGF </p> <p> Alea inondation hors du périmètre du PPRNPi Aléa fort Aléas moyen et faible </p> <p> centre urbain zones urbanisées hors centre urbain zones peu ou pas urbanisées </p> <p> zones potentiellement dangereuses (aléa fort) zones de risques modérés (aléas faible et moyen) </p> <p>Projet zone Nj</p> <p>361.1</p> <p>3</p> <p>367.5</p>

Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les évolutions de zonage projetées dans le cadre de la procédure sont éloignées des sites Natura 2000 recensés sur le territoire intercommunal.</p> <p>Il s'agit de 4 sites Natura 2000 de type zone spéciale de conservation (ZSC) de la directive Habitats, c'est-à-dire des sites bien circonscrits : site de milieux ouverts thermophiles, site de milieu ouvert bocager et site alluvial.</p> 

			
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>4 sites concernés par la procédure de modification simplifiée sont inscrits aux abords de monuments historiques.</p> <p>Toutefois les évolutions projetées du PLU-H ne sont pas appelées à impacter les monuments protégés :</p> <p>Oppidum du Puy-de-Mur : correction d'une erreur matérielle du zonage à Mur-sur-Allier, pour permettre</p>

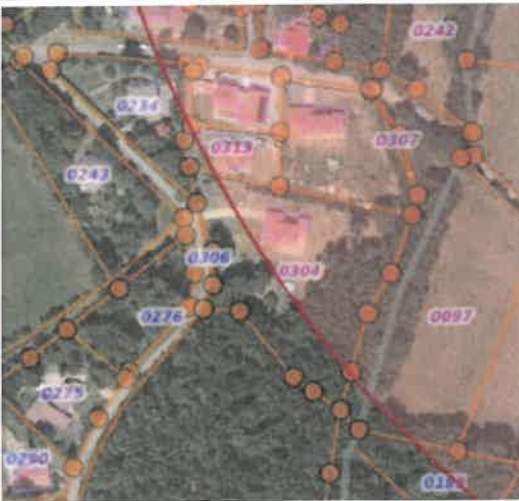

l'évolution d'une habitation existante et l'aménagement de l'accès à deux habitations existantes. Cette correction s'inscrit en limite du périmètre de protection de 500 m.




Eglise Notre-Dame de Vertaizon : l'évolution du PLU-H vise à encourager la préservation du cadre patrimonial existant en permettant, dans le cadre d'un changement de destination, la valorisation d'une construction existante au sein d'un ensemble bâti, et donc limiter le risque de dégradation.

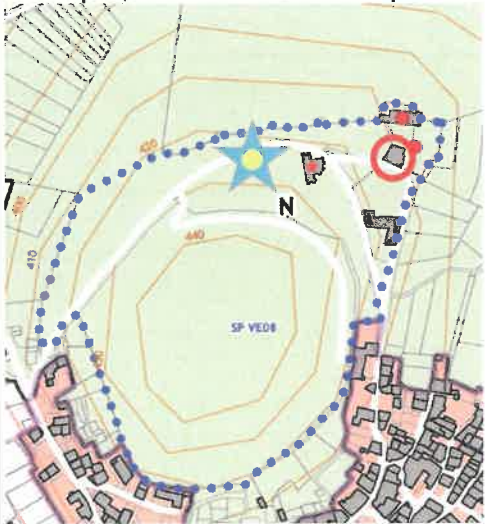


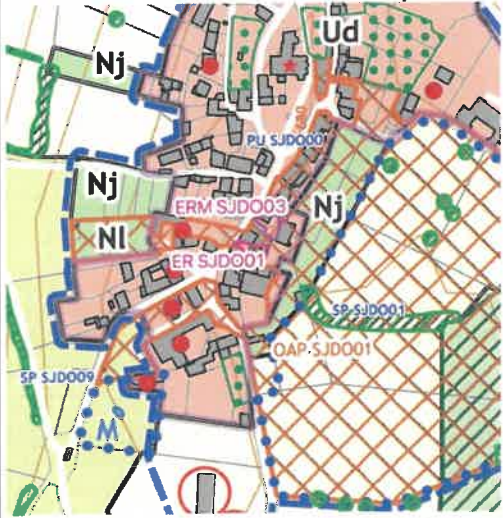
Château de Coppel : correction d'une erreur matérielle du zonage à Saint-Julien-de-Coppel, pour permettre l'évolution d'une habitation existante. Cette correction s'inscrit en limite du périmètre de protection de 500 m.

			 <p>Eglise Saint-Jean : l'évolution du PLU-H sur ce secteur concerne une inversion du classement entre 2 zones naturelles. Il s'agit de conforter les vocations existantes des sites, sans que de nouvelles constructions soient autorisées.</p> 
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les évolutions du PLU-H portées dans la procédure ne sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur les cours d'eau et les zones humides.</p> <p>S'agissant de la cartographie des zones humides potentielles du Sage Allier aval (2011) et du Sage Dore, 2 sites de la procédure sont concernés à Billom et à Vertaizon.</p> <p>Toutefois, considérant les caractéristiques et la localisation de ces deux objets de changement ainsi que les visites de terrain, en matière de zones humides potentielles, la modification</p>

		<p>simplifiée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les zones humides.</p> <p>En effet, il s'agit à Vertaizon de permettre la valorisation du bâti existant en étendant au sein de la zone U, le périmètre « commerces et services de proximités ». L'urbanisation n'est ainsi pas appelée à se renforcer sur le site.</p>  <p>A Billom, il s'agit de redéfinir les limites de la zone Nh aux aménagements réalisés et de reclasser en zone Nj les emprises restantes, en cohérence avec le caractère actuel du site. Ainsi la préservation du site s'en retrouve renforcée.</p> 
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Les évolutions du PLU-H portées dans la procédure ne sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur les continuités écologiques ni sur les autres composantes de la démarche TVB de PLU-H de Billom Communauté (coupures à l'urbanisation agricoles ainsi que réservoirs de biodiversité et principes de connexion d'échelle supérieure). Les éléments de la TVB identifiés au

		<p>PLU-H sont évités afin d'assurer leur pérennité. Ainsi la création d'un zonage A a été ajustée sur les secteurs de Paillet à Saint-Jean-des-Ollières : ajustement du zonage A et de Contournat à Saint-Julien-de-Coppel.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre la procédure, les évolutions du zonage (Vertaizon ; Mur-sur-Allier ; Billom ; Saint-Julien-de-Coppel ; Saint-Jean-des Ollières) s'accompagne d'un repérage complémentaire d'arbres isolés, concourant à renforcer la protection de la trame verte et bleue.</p>
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <p>Un seul secteur concerné par la présente procédure intersecte le périmètre d'une ZNIEFF de type I (<i>Puy de Mur, les Muses</i>).</p> <p>Considérant les milieux naturels et espèces déterminantes de cette ZNIEFF, la très faible superficie d'intersection de 646 m² de l'objet de changement (zone U*co), la localisation de cette intersection à la périphérie occidentale de cette ZNIEFF et l'urbanisation de cette périphérie concernée, le projet de modification simplifiée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, y compris les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.</p> 
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

l'urbanisme			
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Vertaizon / éléments ou sites d'intérêt paysager : cette identification ne concerne pas des grands sites remarquables inscrits ou non (les Puys de Mur, Pileyre, Turlurons, Forêt de la Comté, etc.) mais des sites de plus petites tailles qui comprennent souvent à la fois un patrimoine bâti (PB) et son écrin végétal ; par exemple, un château et son parc.</p>  <p>L'évolution projetée du PLU-H vise à encourager la préservation du cadre patrimonial existant en permettant, dans le cadre d'un changement de destination, la valorisation d'une construction existante au sein d'un ensemble bâti, et donc limiter le risque de dégradation. Ainsi le patrimoine urbain et paysagé ne sera pas impacté.</p>

			<p>Saint-Jean-des-Ollières / patrimoine urbain : cette identification concerne des bourgs et villages singuliers dont la silhouette ou la structure urbaine est remarquable</p>  <p>L'évolution projetée du PLU-H sur ce secteur n'induit pas d'évolution du paysage urbain, mais vient pérenniser les usages existants. Ainsi le patrimoine urbain ne sera pas impacté.</p>
--	--	--	--

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.


6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Mai 2025
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
CDPENAF
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Dans le cadre de la procédure de modification simplifiée, une mise à disposition du publique du dossier sera organisée sur une durée d'1 mois.

8. Annexes	
8.1 Annexes obligatoires	
1 Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2 Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3 L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4 Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant	
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent	
Annexe 1 : Rapport de présentation correspondant à l'annexe 1 demandée Annexe 2 : Auto-évaluation correspondant à l'annexe 3 demandée Annexe 3 : Modifications de zonage (extrait) avant-après correspondant à l'annexe 2 demandée	

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Billom	le,	13 mars 2025
Nom	Guillaume	Prénom	Gérard
Qualité	Président CC Billom communauté		
Signature			
 Billom Communauté 35 avenue de la gare 63160 BILLOM			

